





ARRÊTÉ N° 2025 - 136

Portant autorisation de création d'un centre de ressources territorial porté par l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Constance MAZIER situé 4 rue HEMET à Aubervilliers géré par l'entité dénommée MAISON DE RETRAITE COMMUNALE (930000773)

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ ÎLE-DE-FRANCE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE SEINE-SAINT-DENIS

VU	le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L313-1, L314-3 et suivants ;
VU	le Code de la santé publique ;
VU	le Code de la sécurité sociale ;
VU	le Code général des collectivités territoriales ;
VU	le Code de justice administrative ;
VU	le décret du 10 avril 2024 portant nomination de Monsieur Denis ROBIN, Directeur général de l'Agence régionale de santé lle-de-France à compter du 29 avril 2024 ;
VU	l'élection le 1er juillet 2021 de Monsieur Stéphane TROUSSEL à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;
VU	l'arrêté du président du Conseil départemental n°2024-446 du 29 novembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier Veber, directeur général des services du Département ;
VU	l'arrêté n° DIRNOV-2023/08 du 26 octobre 2023 de la Directrice gènérale de l'Agence règionale de santé Ile-de-France portant modification du cadre d'orientation stratégique 2018-2028 du projet régional de santé d'Ile-de-France ;
٧u	l'arrêté n° DIRNOV-2023/09 du 26 octobre 2023 de la Directrice générale de l'Agence régionale de

VU l'arrêté n° 2023-162 de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé lle-de-France du 19 juin 2023 établissant le programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) 2022-2026 pour la région lle-de-France ;

de santé d'Ile-de-France ;

santé Ile-de-France portant adoption du schéma régional de santé 2023-2028 du projet régional

- VU l'arrêté n°07-3568 du 25 septembre 2007 de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis transformant la Maison de Retraite « Constance MAZIER » en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes à compter du 1er janvier 2007 avec une capacité de 105 lits à compter du 13 janvier 2007 ;
- VU l'avis d'appel à candidatures pour le déploiement de la mission de centre de ressources territoriaux à destination des personnes âgées en Région Ile-de-France ;

Reçu en préfecture le 01/10/2025

l'avis de sélection de l'appel à candidatures pour le déploieme publiére a mission de centre ressources territoriaux à destination des personnes âgées en Ré D: 093-229300082-20250324-2025_265-AR décembre 2023 ;

CONSIDERANT

VU

que le centre de ressources territorial comporte deux modalités d'intervention devant être menées conjointement :

Volet 1 : une mission d'appui aux professionnels du territoire ;

- Volet 2 : une mission d'accompagnement renforcé pour des personnes âgées en perte d'autonomie nécessitant un accompagnement à domicile plus intensif, en

alternative à l'EHPAD;

CONSIDÉRANT

que le projet dépose par la Maison de Retraite communale (930000773) a été retenu par la commission de sélection ;

CONSIDÉRANT

que le gestionnaire Maison de Retraite communale (930000773) est actuellement autorisé à exploiter au sein de l'EHPAD Constance MAZIER à Aubervilliers :

105 places d'hébergement permanent;

14 places de PASA;

CONSIDERANT

que les modalités pratiques de mise en œuvre et de financements seront déclinées sous la forme d'une convention conclue entre le gestionnaire et l'Agence régionale de santé lle-de-France ;

CONSIDÉRANT

que le projet répond à un besoin identifié sur le département ;

CONSIDERANT

que le projet est compatible avec les objectifs et répond aux besoins médico-sociaux fixés par le schéma régional de santé;

CONSIDERANT

qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'action sociale et des familles ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1er:

L'autorisation de création d'un centre de ressources territorial porté par l'EHPAD Constance MAZIER situé 4 rue HEMET à Aubervilliers, est accordée au profit du gestionnaire Maison de Retraite communale (930000773).

ARTICLE 2º:

La capacité totale de l'EHPAD est fixée à 105 places réparties de la manière suivante :

- 105 places d'hébergement permanent;
- 14 places de PASA;

L'EHPAD est porteur d'un centre de ressources territorial sur le département de la Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 3º:

Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Numéro FINESS Etablissement: 93 046 008 4

Code catégorie : [500] EHPAD

Code discipline : [924] Accueil pour Personnes Agées Code fonctionnement : [11] Hébergement Complet Internat Code clientèle : [711] Personnes Agées dépendantes

Envoyé en préfecture le 01/10/2025

Reçu en préfecture le 01/10/2025

torial pour les personnes àg

Publié le ID : 093-229300082-20250324-2025_265-AR

Code discipline (CRT) : [412] Centre de ressources territo Code fonctionnement (CRT) : [48] Tous modes d'accueil (Code clientèle (CRT) : [040] Aidants/aidés Personnes âgé

Numéro FINESS Gestionnaire: 93 000 077 3

Code statut : [21] Etablissement Social et Médico-Social Communal

ARTICLE 4°:

La création du centre de ressource territorial n'impacte pas le budget du département de

Seine-Saint-Denis et ne sera pas financée par le département.

ARTICLE 5°:

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement d'un établissement ou d'un service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance des autorités compétentes selon l'article L313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 6°:

Le présent arrêté est sans effet concernant la durée d'autorisation accordée à l'établissement pour 15 ans à compter de sa date de création ou de renouvellement d'autorisation conformément aux conditions prévues aux articles L312-8 et L313-5 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 7e:

Un recours contre le prèsent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8°:

Le Directrice de la Délégation départementale de Seine-Saint-Denis de l'Agence régionale de santé Ile-de-France et le Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié aux recueils des actes administratifs de la Région Ile-de-France et du Département de Seine-Saint-Denis.

Fait à Saint-Denis, le 25 AVR, 2025

Pour le Directeur général de l'Agence régionale de santé Île-de-France et par délégation Pour le Président du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, et par délégation

Data Harra i

Stéphanie TALBOT Directrice de l'autonomie

Olivier VEBER

des Servic

Okvier Vober Directeur général